L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, SAMEDI MATIN, 13 AOUT 1870. 42me Année—Vol. XLIII.

DUFOUR & LIMET.
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.
NOUVELLE-ORLÉANS.
SAMEDI MATIN, 13 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Sheriff, à midi, à la Bourse des Négociants des auteurs, rue Royale : Deux terrains à faubourg Pontchartrain, face à la Grande et Jean, avec toutes les bâtisses qui s'y

Roger & Co, à leurs salles d'encan, rue Tos. 45 et 47—300 caisses de bottes

Montgomery, à sa salle d'encan—Ve de meubles.

M. Liner, rue Gra- de selle et de harnais, mulets, bug

Delon, au No 14 rue Hatchez, vente ré- ombres, épaules, bœuf, porc, graisse bouillon, vin etc.

& Co., aux Nos 6 et 8 de la rue de Hôtel-Dieu, chapeaux, lingerie, etc.

ATTENTION !!

Notre améliorées à l'encan par le shé-

l'attention du public sur la vente- qui aura lieu aujourd'hui, à midi, à la des Négociants et des Entrepreneurs, rue ministère du shérif de deux portions de toutes les bâtisses et améliorations Mrs Antoine Meuse au faubourg Pontchartrain Grande Route St-Jean

détail et les conditions, voir aux An-

Dernière Edition de l'après-midi.

Nous devoir avertir nos lecteurs édition de l'après-midi renferme NOUVELLES du jour transmis Télégraphe. Si nous n'atten- derniers feuillets, comme le journaux, il nous serait facile presse plus tôt, mais nous donner au lecteur en une seule les télégrammes adressés à la

Le Mot de M. Thiers.

télégraphe fait dire à M. Thiers: est mort : la République est M. Thiers a pu d'autant prononcer ces mots qu'il aime beau- politique. Il avait en autrefois la l'ennemi l'Empire à l'Assemblée Constituante, et il ne s'était pas trop aujourd'hui se donner le plai- mort. Seul-il bon pri- notre avis. C'est douteux, sui- M. Thiers ajoute comme corol- République est inévitable. chaque d'Etat de Louis Philip- tant de la monarchie bour- Jacques Michiel; par la Cour improvisée du Luxem- commandeur du procès-monstre prononcer des lois de septembre et de la loi de disjonction ; le par raison sinon par honneur, se intérêt plutôt que d'affec- lui comprisque sa dernière était la contradiction de la l'Empire est mort . . . oui, Napoléon que la République ne pas. L'Empire n'a pu avoir ser- guerre : l'Empire a certaine- tout ce ne pas l'avoir conduite jusqu'à présent. Mais c'est qu'il ait fait, et si la Fran- pouvoir en douter, qu'après avoir fait une République avec la républicaine d'abord, conduite aujourd'hui, Citoyens qui ont fait la *Lanterne*, *Koppel* et tant d'autres feuilles la circulation pour tromper le ravver les mauvaises passions, fait encore mieux confier à ou de réparer ses désastres la restauration du pays à Avec l'Empire, la renaissan- ville avec la République, le- lement du pays et le salut

Il semble ne point vouloir d'un- M. Thiers, sans s'en aperce- et la seule chose qui puisse Seine. Si la République est les hypothèses de la chute Empire n'est pas mort, heureux, au malheureux- et encore mieux que toute- imaginables sans faire au- Il vaut certainement républicaine du Corps Le- scandales parlementaires, organisation des forces de- nent aux travaux ordonnés de Paris, et valent plus Prussiens que tous les succès jusqu'ici au prix de tant

Maintenant, si M. Thiers eut eu- prédire plus juste, s'il n'eut- la première sentence : mort, sans parler du gou- lui succédera. Nous con- Empire traversée une période- opinion générale penche- M. Thiers et même- comme ailleurs. Mais- nous paraît risquée. Les- peuvent arriver à Paris sans une autre victoire. Il faut- rent encore que grande ba- pays entièrement soulevé- la disparité des forces sera- moins plus grande que dans- Sadowa. Il faudra ils devront- ne pas marcher en avant- station a frappé tout le- perdu quatre jours qu'ils ne- tre plus. Du côté des- tion n'est plus la même : ment a passé de Napoléon à leurs lieutenants. L'armée- elle est plus massée et- jamais à livrer bataille. bien des braves qui mé- glorieux. Espérons l'armée sort- cette seconde épreuve de la- Empire ranimé sera- opinion générale penche- jusqu'ici au prix de tant

Le Nouveau Cabinet des Tuileries.

La crise ministérielle est terminée : le général Cousin-Montauban, comte de Palikao, a annoncé, hier, à la Chambre, la constitution définitive du cabinet qu'il avait été chargé de former.

Le ministère Palikao est tout à la fois ministériel d'action et un ministère dynastique. Le nom du nouveau premier ministre et la résolution bien connue de son caractère, la rapidité avec laquelle, sans jamais avoir jamais pris part à la vie politique, il est parvenu à grouper autour de lui des hommes tels que MM. De La Tour d'Auvergne, Magne, le baron David, Busson-Billault, Chevreau et Grandperret, tout concourt à donner au cabinet Palikao une haute signification.

Déjà, aux résolutions vient de succéder une action énergique, celle que réclament impérieusement les circonstances; la politique honnête, sans doute, mais d'une si déplorable faiblesse, qui a marqué les derniers jours du cabinet Ollivier est remplacée par une politique nouvelle, aux allures décidées, et puisqu'il le faut, ne se laissera pas arrêter par les formes de la légalité, aussi vaines que périlleuses dans les heures de crises.

Les circonstances douloureuses et imprévues dans lesquelles se trouve aujourd'hui la France, font un devoir à tous les bons citoyens de se ranger autour des institutions existantes; et ceux là même qui seraient tentés de reprocher au cabinet Palikao un caractère tant soit peu réactionnaire n'hésiteront pas à lui prêter un concours sans réserve.

Il faut avant tout une main ferme, et l'unité absolue dans le commandement, dans la direction des mesures prises pour la défense du sol national.

Cette dictature qui le ministère Palikao n'hésitera pas à prendre, si une minorité dépourvue de conscience et de patriotisme essayait de prolonger la crise intérieure, cette dictature serait légitime et répondrait aux vœux du pays, qui demande, avant tout, que l'on agisse, que l'on marche à l'ennemi pour le chasser hors des frontières.

Les derniers scandales de la Chambre et les tristes débats que le télégraphe nous a transmis, cette nuit, montrent assez que la concentration des pouvoirs dans les mains de l'Exécutif est devenue absolument nécessaire.

Autres Nouvelles.

Les journaux du Nord publient les nouvelles que voici, de source française :

"Depuis lundi, il n'a eu de ces attaques fréquentes ennemies avant-postes des avant-postes dans la vallée de la Sarre. L'avant-garde du maréchal Bazaine a eu une rencontre assez sérieuse le 3 avec les reliques du 7e cuirassiers. Plusieurs de ces derniers ont été tués. Les Français n'ont pas subi de pertes.

"Depuis le 2, de forts renforts de troupes fraîches arrivent à Sainte-Avold et à Gœnwecker.

"Le mouvement général de l'armée est par les Prussiens, quand même de ne serait pas battu, ne saurait rester seule en mesure en campagne pendant plus de trois mois. Rien n'étonne d'ailleurs en nos ses, aucun de ses membres, de ses toutes les classes de la société, épuise promptement le pays, ruine le commerce et l'industrie. Ils sont fort bien disposés en faveur de la République, tandis que dans la guerre. En outre, les hommes de la *landwehr*, lorsque la campagne se prolonge, sont bientôt atteints de nostalgie et deviennent très-difficile de les conserver dans les rangs.

"M. Pinagel, le comte d'ambulance du 7e régiment du soldat et de la rendre plus

Voici maintenant ce que disent les dépêches prussiennes :

"La *Correspondance* de Berlin déclare que l'armée prussienne est prête à prendre l'offensive et à porter la guerre en France. Néanmoins, on suppose que les ennemis seront retranchés entre Frœschwiller et Marsal.

"Le prince Frédéric Charles est malade, du moins à Cologne.

"Le point court que le mécontentement règne dans l'armée bavaroise, dont les soldats sont peu satisfaits de combattre pour la Prusse, mais ce point est considéré comme fausse.

"Les troupes prussiennes en campagne sont composées du quinze d'abord, du quatrième. Elles sont pas de tentes, et une grande partie des soldats sont forcés de coucher sur la terre nue, sans que rien les protège contre les intempéries de l'air.

"Des lettres de Bale annoncent qu'un corps considérable de troupes du Wurtemberg est arrivé au sud de cette ville pour soutenir les troupes prussiennes.

"Hasbourg est occupé de soldats prussiens qui sont de 1870 à 1871 et 1872.

"On dit qu'un corps d'armée de 40 mille hommes de la Bavière. Deux colonnes seraient en marche pour les Français.

Berlin, 1 août.

Un angle de ces troupes est mobile. Prussiens et campagne de guerre.

Le fourrage manque dans les provinces du Rhin, et la cavalerie prussienne souffre beaucoup.

L'expédition de la Baltique.

Les dépêches publiées ci-dessus, de la flotte de la Baltique ont été reçues, qu'il est passé de difficulté en tout quelque indication positive.

Tout ce qu'on sait, c'est que le commandement est chargé au comte de Palikao, fils du général Boutbaki, puis enfin au général Trochu.

Pour Palikao et Trochu, nous savons ce qu'en pense quelque chose tenir. L'un est le vainqueur de Tacée, chef d'état-major général.

D'après une dépêche que nous empruntons au *Herald* de New York, le corps expéditionnaire serait fort de trois hommes, comprenant douze bataillons d'infanterie de marine, huit bataillons de l'artillerie de marine et un corps spécial organisé comme l'artillerie de terre, un bataillon de pionniers, deux régiments d'infanterie de ligne et deux de zouaves. Le correspondant du *Herald*, télégraphiant ces renseignements à la date du 7, annonce que le général Trochu doit se rendre immédiatement en chef de ces forces.

Cette dernière information pourrait être parfaitement exacte à la date du 7, le général Trochu n'ayant été nommé aux fonctions de chef d'état-major général de l'armée que le 8 au soir.

D'après le même correspondant, la flotte qui se composait de 320 transports, devait être prête à prendre la mer vers le 12 ou le 13.

Nous savons que plusieurs divisions en Vosges sont dans l'Est, et que, de plus, il est probable qu'elles ont pour mission de soutenir d'un point de débarquement que la ligne expéditionnaire. Cette disposition est admissible, après les indications publiées dans la dépêche du correspondant du *Herald*.

Nous ne pouvons rien ajouter à connaître le

LA GUERRE.

Nous donnons dans le *Bulletin* du jour le Avril bien se joindre à la France, mais c'est la condition qu'on sera son pour elle. Elle promet donc son appui à Berlin si on promet de lui accorder quelques chose. Dans un accordée à la France, ce qu'on ne peut pas faire.

Voici maintenant ce que disent les dépêches prussiennes :

"La *Correspondance* de Berlin déclare que l'armée prussienne est prête à prendre l'offensive et à porter la guerre en France. Néanmoins, on suppose que les ennemis seront retranchés entre Frœschwiller et Marsal.

"Le prince Frédéric Charles est malade, du moins à Cologne.

"Le bruit court que le mécontentement règne dans l'armée bavaroise, dont les soldats sont peu satisfaits de combattre pour la Prusse, mais ce bruit est considéré comme faux.

"Les troupes prussiennes en campagne sont composées du quinze d'abord, du quatrième. Elles n'ont pas de tentes, et une grande partie des soldats sont forcés de coucher sur la terre nue, sans que rien les protège contre les intempéries de l'air.

"Des lettres de Bale annoncent qu'un corps considérable de troupes du Wurtemberg est arrivé au sud de cette ville pour soutenir les troupes prussiennes.

"Hasbourg est occupé de soldats prussiens qui sont de 1870 à 1871 et 1872.

"On dit qu'un corps d'armée de 40 mille hommes de la Bavière. Deux colonnes seraient en marche pour les Français.

Berlin, 1 août.

Un angle de ces troupes est mobile. Prussiens et campagne de guerre.

Le fourrage manque dans les provinces du Rhin, et la cavalerie prussienne souffre beaucoup.

De Londres.

19 juillet 1870.

Un paquet de nouvelles.

1o—En même temps qu'un navire anglais était envoyé à Copenhague pour ramener en toute hâte la princesse de Galles, on envoyait auprès d'une cour ennemie de la Prusse, cette était transmis à Portsmouth pour le yacht royal *Albatros* d'aller prendre dans un port de la contrée la princesse royale de Prusse, qui choisit le moment pendant pour Berlin. Ce dernier, restant en service actif, a donné sa démission de membre de la seconde Chambre.

—MM. de Cœlogon et Lambert ont imité l'exemple de M. George de Rocheposée, qui a donné sa démission de membre de la seconde Chambre.

—On sait que la duchesse de Hamilton, cousine de l'Empereur, est fort bien vue en Angleterre, et que les souvenirs sont si souvent l'occasion de lui donner de grandes preuves d'amitié.

La sœur de la duchesse est la mère des Hohenzollern, ne justifiera pas cette nouvelle suivante, qui cause en ce moment, dans la haute société de Paris, un profond étonnement, pour ne pas dire plus :

Le deuxième fils de la duchesse, Carlos de Hamilton, vient de prendre service *dans l'armée prussienne*.

Nous annoncons avec plaisir que les personnes attachées à la cour ont abandonné chacune un mois de leur traitement. On pense que la somme de 7 renouvellements peut s'élever à près d'un million.

Au ministère de la justice on voit d'affectueux visites pieuses à l'ennemi au nage des dépêches ministérielles en nature qui affluent de toutes parts.

—Nous avons sous les yeux des lettres écrites de la frontière, que nous tenons s'attendre à l'abolition d'un instant à l'autre. Nous en extrayons les passages intéressants qu'on va lire.

En la lettre officiel de cavalerie, qui a fait les campagnes de France et d'Italie, écrit à la date du 20 juillet :

Mon régiment est campé le long du Rhin pour en explorer les rives.

Nous attendons huit régiments de engagés et quatre régiments de chasseurs d'Afrique.

Des actes cupides, exploitant la circonstance, vendaient dans les gares un verre de vin 1 franc aux officiers et 50 centimes aux soldats. De malheureux militaires, étonnant de chaleur et de soif payaient aussi des sous ce qui en valait deux. Ces spéculateurs ont été chassés et remplacés par des dames de gares et belles dames. Ces dernières, qui, puisant à volonté dans les caisses de leurs approvisionnements, les braves gens, ne sont gratuitement du vin aux soldats qui, dans quelques jours peut-être vont verser leur sang pour la patrie. *Patrie*.

DÉMONSTRATIONS A PARIS.

Nous trouvons dans les journaux de l'Ouest les nouvelles qui suivent.

Un correspondant écrit de Paris que la proclamation du maréchal Baraguay d'Hilliers contre les attroupements dans les rues est presque une lettre morte. Il y a toujours nuit et jour, une grande affluence de gens aux approches de l'hôtel du ministère de l'Intérieur. On veut avoir des nouvelles et de grands attroupements se forment autour des kiosques où les journaux se vendent, où les nouvelles se lisent à haute voix et où elles se commentent.

La raison pour laquelle les cafés sont restés fermés sur les boulevards, c'est que des groupes demandant des armes avaient été chargés par les cuirassiers et sergents de ville. Nombre de gens ont été arrêtés. La place Vendôme était inaccessible. Entrée par la rue de la Paix et la rue Saint-Honoré étant bloquée par de forts détachements de la garde nationale, postés là pour empêcher la populace d'envahir l'hôtel du ministre Ollivier.

LES ÉVÊQUES DISSIDENS.

Pleins de respects pour l'auguste personne du chef de l'Eglise, les évêques de la minorité ont adressé une lettre à Pie IX pour se dispenser d'assister à la séance solennelle où la proclamation devait avoir lieu, et où les pères dissidens auraient eu la douleur de dire en présence du Saint-Père : *Non placet*.

Voici d'ailleurs un extrait de cette lettre :

"Telles sont les conditions dans lesquelles notre vote n'est produit aux yeux de Votre Sainteté et du monde entier. On sait donc maintenant quel nombre considérable d'évêques partagent notre sentiment ; quant à nous, par ce vote, nous avons satisfait au devoir que nous avions à rempli devant Dieu et devant l'Eglise.

Continuant donc ces votes par la présente déclaration, nous nous interdisons en même temps à ne pas paraître à la séance publique qui doit avoir lieu le 18 de ce mois : car la dignité filiale et le respect qui ont amené hier aux pieds de Votre Sainteté notre députation ne nous permettent pas, dans une question qui touche de si près Votre Sainteté qu'on peut la considérer comme lui étant personnelle, de dire publiquement et à la face de notre Père : *Non placet*."

Ce qu'il importe de remarquer en tout ceci, c'est le nombre considérable d'opposants : c'est d'ailleurs ce que la lettre collective des évêques tient à remarquer très respectueusement, mais très fermement à la fois.

Haute Cour de Justice.

SÉANCE DU 30 JUIN.

PRÉSIDENCE DE M. ZANGLACOMI.

Audience du 21 Juillet.

AVEUX DE M. OLLIVIER, CONSEILLER DE L'EMPEREUR ET LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT.

A onze heures précises, la cour prend séance.

M. Rouselle avec la permission de M le président, pose quelques questions à l'accusé Grémier, tendant à éclairer que Bonaparte intimé par lui.

M. le président. — L'intérêt est clos. Passons à l'interrogatoire du Bazaine, qui est en fuite.

Lecture du dit interrogatoire est faite par le président.

M. le président.—Prévenu Bazaine, vous avez cessé d'avoir pris part aux conciliabules. Que s'est-il passé ? R. Il n'a jamais été question de socialisme.

D. Vous avez cependant souscrit pour l'achat des revolvers dans quel but ?

R. Uniquement pour ma défense personnelle.

M. le président.—Accusé Bonnjun, vous avez assisté aux réunions tenues chez Gustave Flourens, vous avez souscrit pour l'achat de revolvers ? R. J'ai reçu un revolver dont j'ai servi à ma défense personnelle, mais je ne sais de quoi il est question d'un dépôt d'armes. Il est vrai que MM. Fontaine, Dupont et autres se réunissaient dans une salle à part.

L'accusé Ferré demandant que des réunions à rentrer dans l'ordre et de prudence, M. le procureur-général dégère qu'il ne faut pas y assister pour être jugé comme complice.

Le président, dit, interroge par M. le président, répond dans le même sens que les précédents accusés.

La cour passe à la lecture des interrogatoires de Chamière, tenues dans l'acte d'accusation.

Le Rochefort de Rochefort remarque et MM. les juges que plusieurs accusés ont allégué la pression persistante de Gustave Flourens et de Delescluze, qui les ont cherchant à les troubler.

M. le président — Répondez Grémier.

R. — J'ai été appelé plusieurs fois pour être confronté avec mes nombreux accusateurs.

Les plusieurs défenseurs des accusés, cherchent à établir que la fondation du journal la *Commune*, qui dans la conscription, n'a jamais existé qu'à l'état de projet.

M. le président.— Messieurs les jurés, nous passons à l'interrogatoire de Gustave Flourens des accusés qui ont été arrêtés dans les sources des cités de Lyon.

Les accusés Lagrange, Ferrand, Martinet et Clays, arrêtés dans les barricades, ne bougent à leur Fabrégoulon. Nous tirons les plus grands efforts du ministère public, nous avons été arrêtés.

Mde président—Nous entendons les dépositions des témoins. Poursuivons l'interrogatoire.

Brûé, vous avez été condamné pour vol. Vous êtes accusé d'avoir participé à la conspiration, dans quel but ? Vous rentrais simplement chez moi, lorsque l'accusé frappe par un sergent de ville.

Cellier et Carnot, mêmes questions pour le même motif, ni ni leur présence aux barricades.

M. le président.